

A l'attention de Mesdames et Messieurs

Les Bourgmestres, les Présidents des C.P.A.S.,
les Présidents de la Faïtière IRIS, des Associations
hospitalières, de VIVAQUA, de BRUTELE, de la Société
coopérative intercommunale de crémation,
l'Administrateur général de la COCOF, le Fonctionnaire
dirigeant de la COCOM, les Directeurs généraux de Bruxelles-
Propreté, des Cuisines bruxelloises, des Maisons de quartier,
du Mont-de-Piété, du Projet X, de Bravo, de la Présidence de
WoluFacilities

Bruxelles, le 20 septembre 2017

Mesdames, Messieurs,

Depuis l'automne 2014, la CGSP est confrontée à une politique gouvernementale de droite qui se concentre sur le démantèlement des services publics. Malgré l'opposition constante de la CGSP, le gouvernement fédéral reste sourd à toutes ses objections légitimes. Il est temps de passer à l'action ! Ces trois dernières années, le gouvernement Michel n'a cessé de sabrer dans le secteur public :

- les budgets sont réduits et des économies sont réalisées sur le dos du personnel de sorte que les services publics ne puissent plus fournir les services que les citoyens méritent ;
- le démantèlement du financement de la sécurité sociale et de nos soins de santé ;
- le futur du service à la population est également mis en péril à cause d'un manque d'investissements ;
- le personnel doit travailler plus longtemps sans qu'il n'y ait de réelle discussion sur le travail faisable et les métiers lourds ;
- le régime de pension des fonctionnaires nommés est systématiquement démantelé sans qu'aucune alternative digne de ce nom ne soit proposée ;
- le statut des fonctionnaires est rayé d'un trait de plume et le gouvernement renonce ainsi à la neutralité de ses services publics ;
- un service minimum qui ne ferait que semer l'incertitude et le chaos parmi les citoyens et bafouer le droit de grève du personnel ;
- la privatisation des entreprises publiques et d'autres services publics dans une logique de commercialisation qui fait primer l'argent et le profit au détriment du service au citoyen et le bien-être des travailleurs.
- la non-prise en compte des années de services prestées en tant qu'agent contractuel dans le calcul de la pension publique ;
- la réforme de la pension pour inaptitude physique dans la fonction publique et la remise en cause des contingents maladie ;
- le projet d'arrêté royal modifiant le système d'interruption de carrière en ce qui concerne le secteur public ;

Ce n'est là qu'une poignée des mesures irréfléchies auxquelles le personnel du secteur public fait face. La CGSP-ALR Bruxelles suit l'appel de la CGSP Fédérale pour une « journée de réaction » dans le secteur public contre ces mesures gouvernementales qui frappent de plein fouet l'ensemble des services publics.

Dès lors, la CGSP-ALR Bruxelles vous informe du dépôt d'un préavis de grève qui débutera le **10 octobre 2017** pour prendre fin le **31 octobre 2017**. Ce préavis s'inscrit dans le cadre d'un plan d'actions futur contre les mesures destructrices du service public par le gouvernement fédéral.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération.



Muriel DI MARTINELLI
Secrétaire fédérale

